



ODD 1

Un revenu décent pour toutes et tous

Selon les chiffres de la Banque mondiale, le nombre de personnes qui survivent avec moins de 1,9 dollar US par jour a augmenté de près de 100 millions sous l'effet de la pandémie de coronavirus. La Suisse est confrontée à une hausse de la pauvreté depuis 2014; en 2020, quelque 722 000 personnes étaient touchées par la pauvreté en termes de revenu. Celle-ci affecte tout particulièrement les ménages monoparentaux, les couples avec trois enfants ou plus et les personnes seules, peu formées, sans revenus ou occupant un emploi faiblement rémunéré. Beaucoup de personnes exerçant une activité lucrative n'en ont pas moins des difficultés à joindre les deux bouts. Cette situation a des causes structurelles: système éducatif trop peu axé sur l'égalité des chances, discriminations sur le marché du travail, emplois précaires et places de crèche trop onéreuses sont autant de facteurs qui empêchent de générer un revenu suffisant.

La cherté des loyers dans les villes et les primes de caisse maladie élevées pèsent lourdement dans le budget des ménages à faibles revenus. Beaucoup renoncent à consulter le médecin en cas de besoin. Il en résulte des problèmes de santé, voire des handicaps qui aggravent encore le risque de pauvreté.

La Suisse dispose d'un bon système social. Mais il ne garantit pas des **conditions de vie décentes** pour toutes et tous. Le travail de care (soins, prise en charge et tâches ménagères accomplies pour des enfants et des adultes) offre peu de sécurité, ce qui pénalise surtout les femmes. Les ressortissant·es d'autres pays accèdent difficilement aux prestations sociales. Les mesures d'économie prises dans ce domaine et le couplage des aides au statut migratoire ne font qu'accroître la pression sur les personnes vivant dans la pauvreté.

Pour que la prévention et la lutte contre la pauvreté agissent de façon pérenne, il faut disposer d'une **stratégie** et s'appuyer sur des **données fiables**. En Suisse, nous n'avons ni l'une ni les autres. Si la mise en place d'un monitoring de la pauvreté à l'échelle nationale est un grand pas en avant, un tableau plus précis de la situation en Suisse exige maintenant la collaboration active des cantons.

Au **niveau mondial**, les catastrophes naturelles et les conflits jouent un rôle majeur dans l'appauvrissement des populations. Les personnes pauvres ne peuvent guère se protéger contre les conséquences du changement climatique. Ce sont elles qui souffrent le plus des répercussions de la pandémie de coronavirus dans les pays dépourvus de systèmes de sécurité sociale fonctionnels. Les personnes en situation de handicap sont particulièrement vulnérables: la pauvreté favorise l'apparition du handicap, qui lui-même accroît le risque de pauvreté.

Les montants alloués au développement dans les pays du sud demeurent très faibles. La stratégie mise en œuvre dans la **coopération internationale** se

Eva Schmassmann

Avec la collaboration de
Kristina Lanz et Laura Ebnetter,
Alliance Sud, Aline Masé,
Caritas Suisse, Mirjam Gasser,
CBM Suisse / Swiss Disability
and Development Consortium

1

2

3

4

5

8

10

11

13

16

17

Nos revendications

- La Confédération et les cantons garantissent à toutes et à tous un minimum vital social, indépendamment de l'origine, de sexe, du handicap, etc.
- La Confédération met en place une stratégie nationale contre la pauvreté. Celle-ci a pour objectif de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2030, comprend des mesures concrètes pour s'attaquer à ses causes et clarifie le rôle de la Confédération, des cantons et des communes.
- La Confédération veille à ce que les personnes touchées par la pauvreté puissent réellement participer à l'élaboration des stratégies et des mesures qui les concernent.
- Les cantons contribuent à la constitution d'une base de données fiable sur la pauvreté en Suisse. Ils rendent régulièrement compte de leur situation en matière de pauvreté, identifient les besoins et mettent en œuvre les mesures nécessaires.
- La Suisse applique la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées sur son territoire et dans le cadre de la coopération internationale ; elle soutient activement l'inclusion des personnes en situation de handicap.
- La Suisse lutte contre la pauvreté au plan international en aidant en priorité les personnes les plus défavorisées. Elle s'assure que les décisions politiques n'aggravent pas la pauvreté existante ni n'en créent davantage.
- Conformément à ses engagements, la Suisse augmente le budget de sa coopération au développement pour que celui-ci corresponde à 0,7% de son produit intérieur brut.

fonde certes sur l'Agenda 2030. Mais il manque une approche multidimensionnelle, indispensable pour s'attaquer aux discriminations croisées (par exemple celle des femmes en situation de handicap), prioriser l'inclusion et ne laisser personne de côté, comme le commande le principe directeur de l'Agenda 2030.

Littérature complémentaire

Caritas: la pauvreté en Suisse

Caritas: Almanach social 2021. La pauvreté exclut. 2021

Kristina Lanz: La pauvreté est un choix politique. global #77 Automne 2020. Alliance Sud.

UNDP and OPHI (2020). Global Multidimensional Poverty index 2020 – Charting Pathways out of Multidimensional Poverty: Achieving the SDGs. Report. United Nations Development Programme and Oxford Poverty and Human Development Initiative.